

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MAI 1903.

Projet de loi érigeant la commune de Bonsecours (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MABILLE.

MESSIEURS,

Bonsecours forme une agglomération compacte dépendant de la ville de Péruwelz et de la commune de Blaton.

Ce hameau, situé à moins d'une demi-lieue de Péruwelz et à une lieue de Blaton, compte environ 1,500 habitants répartis en 360 ménages, dont 33 sont établis sur le territoire de Blaton.

Pour la quatrième fois depuis 1830, un mouvement séparatiste s'est manifesté à Bonsecours. Dans ces derniers temps, une pétition signée, le 28 mars 1894, par 319 habitants du hameau et reproduite, le 19 février 1903, par 409 signataires, la plupart chefs de ménage, réclama l'érection de Bonsecours en commune distincte.

A l'appui de leur demande, les séparatistes invoquent la distance qui sépare le hameau du centre de Péruwelz et du village de Blaton ;

Ils prétendent, qu'à raison de cet éloignement, les intérêts du hameau sont négligés par la commune mère ;

Ils allèguent que, par sa situation géographique, par le genre de vie et les moyens d'existence de ses habitants, Bonsecours n'a rien de commun avec Péruwelz et avec Blaton ; que, sans l'autonomie, Bonsecours ne pourra pas atteindre le grand développement auquel il est appelé ;

Ils démontrent enfin que la nouvelle commune serait assurée de ressources suffisantes.

Le projet de loi soumis à la Chambre tend à faire droit à ces réclamations

(1) Projet de loi, n° 142. (Session de 1903-1904.)

(2) La Commission, présidée par M. Tack, était composée de MM. Duquesne, Ouverleaux, Hoyois, Mansart et Mabille.

réitérées. D'après le plan y annexé, la commune de Bonsecours s'étendrait sur 250 hectares, avec une population approximative de 1,500 habitants.

Les prétentions séparatistes furent combattues par les administrations communales de Péruwelz et de Blaton, dans des résolutions prises le 31 janvier 1895, le 23 février 1895 et le 12 mai 1896.

La députation permanente du conseil provincial du Hainaut, saisie de la demande en séparation, fit procéder à une enquête le 20 juillet 1895. L'affaire fut portée à l'ordre du jour du conseil provincial, en mai 1896. Sur les conclusions de la commission à laquelle fut renvoyé l'examen de la question, le conseil provincial donna, le 12 octobre 1896, un avis défavorable à la séparation.

Les discussions soulevées par la demande de création d'une commune nouvelle, ont surtout porté sur l'abandon des intérêts de Bonsecours par la ville de Péruwelz. Les pétitionnaires se plaignaient du mauvais état de la voirie, — de l'entretien déplorable des rues, — de l'absence des mesures commandées par l'hygiène, — du manque d'eau en été, — de l'inondation, en hiver, des maisons situées dans la partie basse, faute d'aqueducs dont la construction est reconnue nécessaire depuis nombre d'années, — de l'insuffisance des sommes affectées aux travaux à opérer à Bonsecours, eu égard aux recettes procurées, par ce hameau, à la caisse communale.

Sur tous ces points, des rapports furent faits, auxquels il fut répondu par des mémoires substantiels, lesquels appelèrent des répliques qui ne restèrent pas non plus sans réponse.

Il paraît peu opportun d'entrer dans l'examen détaillé de ces récriminations, pour trancher une question de plus ou de moins à propos de la sollicitude administrative de la ville de Péruwelz pour un hameau qui se prétend un enfant abandonné, et que Péruwelz déclare traiter en « enfant gâté ».

Pour décider si la séparation demandée s'impose, il n'est qu'un seul point de vue où l'on doit se placer : celui de l'intérêt sérieux du hameau qui réclame son autonomie.

Assurément, ainsi que le faisait remarquer le rapporteur de la Députation permanente du conseil provincial du Hainaut, les demandes d'érection de hameaux en communes distinctes sont habituellement fondées sur l'éloignement excessif du centre de la commune, ou sur la grande difficulté que les habitants du hameau éprouvent à remplir leurs devoirs civils et religieux ; mais ces raisons ne sont pas les seules, elles ne sont même pas les principales, qui puissent justifier une demande de séparation.

Il se peut que la situation exceptionnelle d'une région l'appelle à un développement qui ne sera atteint qu'en lui donnant l'autonomie. Les liens qui l'assujettissent à une localité peuvent être une entrave à son essor : il lui faut la liberté pour susciter les initiatives et pour assurer aux intéressés le bénéfice de leurs efforts et au besoin de leurs sacrifices.

Or, quelle est, à cet égard, la situation de Bonsecours ?

Péruwelz, la commune mère, doit sa prospérité à sa vie industrielle. Le rapport fait au conseil communal, lors de la délibération citée plus haut, signale, non sans une légitime satisfaction, que « la ville compte de nom-

» breux et vastes établissements industriels : 4 tanneries et corroiries,
» 3 filatures de laine, 7 manufactures de chaussures, 1 atelier de construc-
» tion, 4 carrières et 5 marbreries, plusieurs fabriques de bonneteries,
» 1 sucrerie, 2 fabriques de carreaux de ciment et produits céramiques,
» 8 brasseries, 2 mégisseries, 2 boulonneries, etc. De ces établissements,
» qui occupent des milliers d'ouvriers, pas un seul n'est établi à Bonse-
» cours ».

En effet, Bonsecours doit son développement à d'autres causes, et c'est précisément cette distinction d'intérêts, plus encore que la situation topographique, qui déjà, en fait, et dès longtemps, a séparé la population de Bonsecours de celle de Péruwelz, a donné au hameau une vie spéciale et lui a apporté un bien-être qu'il ne doit qu'à lui-même.

Bâti sur une colline, en un site charmant, à la lisière de grands bois, groupé autour d'une chapelle séculaire que remplace, depuis quelques années, une superbe basilique, Bonsecours est devenu, en même temps qu'un lieu de pèlerinage célèbre, un endroit de villégiature que visitent tous les ans des centaines de milliers d'étrangers. L'air y est, à cette altitude, d'une pureté exceptionnelle : telle est la salubrité de la localité que le séjour en est recommandé aux constitutions faibles, et que deux grandes instituts d'hydrothérapie, réputés en Belgique et en France, y sont établis.

Des hôtels confortables ont surgi ; la location des appartements aux étrangers y est devenue une industrie et l'affluence du monde est devenue la source principale de la prospérité du commerce local.

Il est évident qu'avec l'habitude grandissante des déplacements, la vogue de Bonsecours ne peut que s'accroître, à la condition qu'il sache se mettre à la hauteur des autres lieux de villégiature.

Or, il faut bien reconnaître, en ne s'appuyant que sur des constatations absolument incontestables, qu'à cet égard il y a beaucoup à faire.

Ainsi, il existe à Bonsecours — sans parler de la grande route de l'État — douze rues dont la longueur totale est de 6,885 mètres. Or, les parties de rues pavées n'entrent dans ce chiffre que pour 1,373 mètres, et les rues empierrées pour 2,692 mètres. Il reste 2,970 mètres de rues en terrain naturel.

Ainsi encore, sauf sur la Grand'Place, il n'existe nulle part de trottoirs.

Nous trouvons en outre des renseignements certains dans le rapport dressé, à la demande du ministre compétent, par un ingénieur des Ponts et Chaussées, inspecteur de la voirie à l'administration centrale. En suite d'une visite faite à Bonsecours, le 31 mars 1904, avec un délégué du ministère de l'intérieur, et à laquelle prirent part aussi le bourgmestre et les échevins de Péruwelz, ainsi que le président et le vice-président du comité séparatiste, le rapport constate « qu'au point de vue de l'évacuation des eaux de surface,
» l'aménagement des rues de Bonsecours laisse sans conteste à désirer : à
» part quelques rares exceptions, il n'existe ni aqueducs, ni rigoles pavées,
» ni filets d'eau, ni, en un mot, aucun ouvrage d'art destiné à évacuer les
» eaux pluviales et à assécher la chaussée ». Et comme les rues principales sont presque de niveau, « les eaux de surface n'ont pas d'écoulement et

» séjournent sur les accotements, créant ainsi une situation peu favorable
» à l'hygiène et aux facilités de la circulation ».

D'autre part, en ce qui concerne l'alimentation en eau potable, le même rapport reconnaît que « les ressources en eau potable dont disposent les habitants sont insuffisantes pour faire face aux besoins d'une population de 1,400 habitants ».

Il conclut donc en affirmant « qu'il y a nécessité :

» a) D'assurer, au moyen de rigoles pavées et d'aqueducs, l'écoulement
» convenable des eaux de surface de l'agglomération ;

» b) De construire un aqueduc sous la route de l'État ;

» c) D'augmenter le nombre de puits publics et d'aménager ceux qui
» existent.

» La réalisation de ces desiderata donnerait satisfaction aux besoins
» immédiats de Bonsecours.

» Mais il va de soi qu'il faudrait, en considération de l'avenir, élargir
» considérablement ce programme, si on admet que la localité est appelée
» à se transformer en un centre de villégiature important, et si on veut la
» doter de tout le confort, de toutes les facilités que les étrangers sont accou-
» tumés à trouver dans les villes d'eau et les stations balnéaires.

» En se plaçant à ce point de vue, il y aurait à prévoir notamment :

» 1° La réfection des pavages existants ;

» 2° La transformation en pavages d'une partie des empièvements ;

» 3° La construction de trottoirs pavés ;

» 4° L'établissement d'une distribution d'eau ;

» 5° La construction d'un réseau complet d'égouts.

» Est-il besoin de dire que l'ensemble de ces travaux nécessiterait une
» dépense très considérable ? »

Et dès lors se soulève la question, que l'inspecteur délégué n'avait pas à résoudre, mais qu'il se pose néanmoins : « que l'on adopte ce programme ou que l'on s'en tienne à celui, beaucoup plus modeste, dont les éléments ont été énumérés plus haut, il resterait à examiner s'il vaut mieux, pour en assurer la réalisation, accorder au hameau de Bonsecours l'autonomie qui est demandée pour lui, le livrant ainsi à ses propres ressources ou s'il est préférable de laisser les choses en l'état, de façon à ce qu'il puisse être fait appel, pour l'exécution des travaux nécessaires, au concours financier de la commune mère ».

« Laisser les choses en l'état ? » Mais n'est-ce pas forcément laisser persister l'état des choses ? Si, comme le prétendent les séparatistes, même sous le coup d'une menace de séparation Péruwelz n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis de Bonsecours, quelle raison aurait-on de croire qu'il en sera autrement à l'avenir ? Et si au contraire, comme le soutient l'administration communale, Péruwelz a fait tout son devoir, n'est-ce pas un aveu de l'impuissance à effectuer les réformes urgentes, jugées nécessaires dès à présent, et à réaliser le programme d'avenir auquel est rattaché le développement futur de cette riante localité ?

On peut dire cela sans incriminer aucunement les administrations qui, depuis longtemps, se sont succédé à Péruwelz. Car on conçoit qu'ayant à pourvoir aux nécessités de tous genres, qu'imposent à une ville les industries qui font sa prospérité, ayant à donner satisfaction à des besoins nouveaux qui sont la conséquence même de cette prospérité, les préoccupations aillent surtout de ce côté, vers des travaux qui absorbent la forte part des ressources communales. Mais faut-il pour cela qu'une localité, vivant d'une autre vie, ayant ses conditions d'existence distinctes, et rattachée à la commune mère par un simple lien administratif, voie entraver son développement et se fermer devant elle l'avenir que semblait lui ouvrir une situation exceptionnelle?

Néanmoins, il y a lieu de se demander si Bonsecours, qui se déclare disposé à faire tous les sacrifices nécessaires, sera à même de pourvoir à l'avenir.

Il faut bien observer que nous ne sommes pas ici dans les conditions habituelles où se produisent généralement les demandes d'érection de communes.

Il s'agit moins de provoquer le morcellement d'une commune que de consacrer, en droit, une séparation qui existe en fait depuis de longues années.

Péruwelz c'est la plaine, Bonsecours c'est la montagne : forcément, ce qui préoccupait en haut laissait souvent indifférents ceux qui se trouvent en bas. Ainsi, peu à peu, les intérêts sont devenus distincts, et cette diversité produisit l'indépendance dans les rapports, donnant à chaque groupement une vie propre amenée par des besoins et des préoccupations identiques.

C'est dans ces conditions que Bonsecours a déjà prouvé ce que l'on peut attendre de l'initiative intelligente et tenace de ses habitants.

Depuis plus d'un siècle — Bonsecours est paroisse depuis 1803 — ils ont pourvu à leurs besoins religieux : ils avaient un cimetière séparé jusque dans ces derniers temps.

Plus tard, voyant qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes pour l'instruction des enfants et qu'il était bien impossible que toute la population infantile fit quatre fois le trajet de Bonsecours à Péruwelz ou à Blaton, les habitants du hameau bâtirent eux-mêmes des écoles qu'ils entretenirent exclusivement à leurs frais, sans aucune participation des communes.

Plus tard encore, il arriva que l'antique chapelle devint trop étroite pour l'affluence des pèlerins qui contribuent pour une si large part à la prospérité et au bien-être de la localité.

Ce furent encore les habitants qui prirent l'initiative d'une église monumentale, véritable œuvre d'art, qui fut construite et meublée, à l'aide des 200,000 francs réunis par les seuls efforts de la population, sans subsides d'aucune sorte.

Et lorsqu'il fallut, à cette occasion, procéder à l'appropriation de la grand'place, ce fut la fabrique de la paroisse qui acquitta seule les 50,000 francs que coûtèrent les expropriations et les travaux de voirie.

Il semble donc qu'ayant conquis sa liberté et assuré désormais de retirer

le bénéfice direct des sacrifices qu'il voudrait s'imposer, Bonsecours autonome saurait, dans l'avenir, mieux encore que dans le passé, réaliser tout ce qui est reconnu indispensable à sa prospérité.

En tous cas, il est dès à présent certain que Bonsecours pourrait vivre : on a prouvé, et il est officiellement reconnu, qu'il disposerait de ressources suffisantes pour assurer le fonctionnement normal des services communaux.

Des projets de budgets, dont les chiffres n'ont pas été contestés, accusaient, dès 1895, des recettes à concurrence de près de 18,000 francs, dépassant légèrement le montant des dépenses. On peut affirmer que les recettes dépasseraient aujourd'hui la somme de 25,000 francs, laissant un excédent suffisant, soit pour réaliser, au cours de chaque exercice, les travaux reconnus indispensables ou désirables, soit pour couvrir largement les intérêts d'un emprunt qui permettrait d'effectuer immédiatement un travail d'ensemble.

D'autre part, il résulte de documents officiels que le « budget de la bienfaisance serait suffisant pour équilibrer les dépenses qui incomberaient sous ce rapport à la nouvelle commune ».

Enfin, aucune objection ne peut être soulevée, à raison du service de la police judiciaire. Dans son rapport du 14 janvier 1897, M. le procureur général Van Schoor déclare que « le hameau de Bonsecours, érigé comme » commune distincte, aura un intérêt tout particulier à organiser sérieusement sa police. Les nombreux pèlerinages qui se font à Bonsecours et la » présence des étrangers qui y viennent séjourner en été sont, pour la » localité, une source de revenus que la nouvelle commune ne manquera pas » de développer, notamment en assurant sur son territoire le maintien du » bon ordre et la sécurité des personnes ».

Ces considérations, qui militent en faveur de la création de la commune de Bonsecours, furent combattus au sein de la Commission spéciale.

Un membre fit observer, notamment, qu'en admettant même qu'à un certain moment les griefs du hameau contre la commune mère aient été fondés, les larges satisfactions qui lui ont été accordées depuis 1896, enlèvent toute base sérieuse aux prétentions séparatistes d'aujourd'hui. C'est ce qui ressort des rapports dressés, en 1903, par le commissaire voyer et l'autre délégué de M. le gouverneur du Hainaut.

Puis il est à craindre que la séparation soit préjudiciable à Bonsecours. Désormais, l'hospice érigé pour Péruwelz, par les libéralités de personnes généreuses, serait fermé aux habitants de Bonsecours, devenus des étrangers.

Il n'en serait pas autrement des écoles : la fréquentation de l'école moyenne, de l'école industrielle, de l'école de musique, etc., ne serait plus permise aux enfants de Bonsecours.

La demande en séparation s'inspire, en tout cas, d'une idée fausse. Au lieu de morceler les communes, il faut chercher à les unir et à les grouper. C'est le moyen d'obtenir le développement intégral de leur activité. Les agglomérations peu importantes sont incapables d'assurer le fonctionnement et le développement complet des institutions locales.

Il importe du reste de remarquer, pour répondre à un argument de l'Exposé des motifs, que si la dualité des administrations — Péruwelz et Blaton — est funeste aux intérêts de Bonsecours, cette dualité n'existera plus, puisque, par une convention faite entre ces deux communes, Blaton s'engage à céder à Péruwelz, pour une somme de 30,000 francs, la portion de son territoire, soit 54 hectares, constituant aujourd'hui Bonsecours-Blaton.

A ces objections, un membre de la Commission répondit que si, en principe, il est vrai qu'il faut éviter le morcellement des grandes agglomérations, il y a, au contraire, avantage à se départir de cette règle lorsqu'il s'agit, non d'une agglomération homogène, dont les habitants ont les mêmes intérêts, mais de deux populations que différencient nettement la topographie de leurs territoires, leurs occupations, leurs traditions, leur genre de vie et leurs intérêts : c'est alors de la séparation seule que l'on peut attendre le progrès, le bien-être et la prospérité de localités que la nature a placées dans des conditions différentes de développement.

En fait, les griefs invoqués subsistent : le pavage des rues, les égouts, le service des eaux sont dans le même état; et le projet de cession d'une partie du territoire de Blaton à Péruwelz est l'objet de protestations d'habitants qui, à aucun prix, disent-ils, ne veulent appartenir aux acheteurs pas plus qu'aux vendeurs.

L'érection de Bonsecours en commune n'aurait d'ailleurs pas pour effet nécessaire de priver la population pauvre du bienfait des institutions de bienfaisance existantes, car il y a lieu d'examiner si la partie détachée du territoire de Péruwelz pourrait se voir exclure du bénéfice de fondations charitables faites pour le territoire tel qu'il existait au temps de la libéralité. Au surplus, dès à présent, les pétitionnaires annoncent les intentions généreuses de personnes disposées à pourvoir aux besoins de la bienfaisance publique, comme elles ont pourvu déjà aux besoins du culte et de l'instruction.

La Commission spéciale, déterminée par ces motifs, estime qu'il y a lieu de faire enfin droit à la demande qu'ont réitérée toutes les générations qui se sont succédé sur le mont de Bonsecours, depuis 1830, et, adoptant le projet de loi, à la majorité de 3 voix contre 2, a l'honneur de proposer à la Chambre de permettre à ce hameau de célébrer, en commune distincte, le 75^e anniversaire... de ses tentatives d'indépendance communale !

Le Rapporteur,

LÉON MABILLE.

Le Président,

P. TACK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MEI 1903.

Ontwerp van wet tot oprichting der gemeente Bonsecours (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

Bonsecours is een aaneengebouwd deel afhangend van de stad Péruwelz en van de gemeente Blaton.

Dit gehucht, gelegen op min dan een halfuur van Péruwelz en een uur van Blaton, heeft nagenoeg 1,500 ingezetenen, verdeeld over 360 huishoudens, waarvan 33 zijn gevestigd op het grondgebied van Blaton.

Voor de vierde maal sedert 1830 wordt te Bonsecours gevraagd om afscheiding. Bij verzoekschrift in dato 28 Maart 1894, ondertekend door 319 ingezetenen van het gehucht en bij een nader verzoekschrift, den 19^{en} Februari 1903 ondertekend door 409 personen, het meerendeel huisvaders, wordt gevraagd om Bonsecours op te richten als afzonderlijke gemeente.

De voorstanders der scheiding steunen hunne aanvraag op den afstand die het gehucht scheidt van het centrum van Péruwelz en van het dorp Blaton;

Zij beweren dat uit hoofde van dien afstand de belangen van het gehucht worden verwaarloosd door de moedergemeente;

En verder, dat Bonsecours, door verschil in levenswijze en bestaansmiddelen zijner ingezetenen, niets gemeen heeft met Péruwelz noch met Blaton; dat Bonsecours zonder zelfstandig bestaan niet de groote uitbreiding kan erlangen, waartoe het is geroepen;

Ten slotte bewijzen zij dat de gemeente voldoende hulpmiddelen zou bezitten.

(1) Ontwerp van wet n^o 142. Zittingsjaar 1903-1904.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Tack, bestond uit de heeren Duquesne, Ouverleaux, Hoyois, Mansart en Mabilie.

Het ontwerp van wet, bij de Kamer ingediend, strekt on gehoor te geven aan die herhaalde klachten. Volgens het aan het ontwerp toegevoegde plan, zou de gemeente Bonsecours zich uitstrekken over 250 hectaren en nage-
noeg 1,500 ingezetenen bezitten.

De eischen tot scheiding werden bestreden door de gemeentebesturen van Péruwelz en van Blaton, bij beslissingen, genomen den 31^a Januari 1895, den 23^a Februari 1895 et den 12^a Mei 1896.

De Bestendige Deputatie van den provincialen raad van Henegouw, aan welke de vraag tot scheiding werd onderworpen, deed den 20^a Juli 1895 een onderzoek instellen. In Mei 1896 kwam de zaak aan de dagorde van den provincialen raad. Op besluit van de Commissie, belast met het onderzoek, bracht die raad den 12^a October 1896 een ongunstig advies uit over de scheiding.

Bij de betwisting, opgeworpen door de vraag om eene nieuwe gemeente te stichten, werd vooral beweerd dat de stad Péruwelz de belangen van Bonsecours verwaarloost. De onderteekenaars van het verzoekschrift klagen over den slechten toestand der wegen, het betreurenswaardig gemis van onderhoud der straten, over gebrek aan gezondheidsmaatregelen, aan water des zomers, over overstroming des winters van de huizen in het lager gedeelte, omdat er geene riolen bestaan, die nochtans sedert jaren noodig zijn bevonden. Verder klagen zij over ontoereikendheid van de sommen, besteed aan werken te Bonsecours, gezien de ontvangsten, door dit gehucht bezorgd aan de gemeentekas.

Over al die punten werd verslag uitgebracht; daarop werd geantwoord door zaakrijke memories, die antwoord en wederantwoord uitlokten.

Het schijnt ons weinig gepast al die klachten uit te pluizen om eene zaak op te lossen van mindere of meerdere bezorgdheid van het bestuur der stad Péruwelz voor een gehucht dat beweert een verlaten kind te zijn en dat Péruwelz beweert als troetelkind te behandelen.

Om te beslissen of de scheiding noodig is, hoeft men enkel het ernstig belang na te gaan van een gehucht dat om zelfstandigheid vraagt.

Voorwaar, zooals werd aangemerkt door den verslagger der Bestendige Deputatie van den provincialen raad van Henegouw, zijn vragen om gehuchten op te richten tot afzonderlijke gemeenten doorgaans gesteund op den overdreven afstand van de kom der gemeente of op groote bezwaren voor de ingezetenen van het gehucht om hunne burgerlijke en godsdienstige plichten te vervullen; doch dat zijn niet de eenige, niet de voornaamste redenen die eene vraag tot scheiding kunnen billijken.

't Kan gebeuren dat de bijzondere ligging van eene streek haar geschikt maakt voor eene uitbreiding, enkel te verwerven wanneer zij zelfstandig is. De banden, die ze aan eene andere gemeente hechten, kunnen soms hare ontwikkeling belemmeren: zij heeft vrijheid noodig, om ondernemingsgeest te doen ontstaan en opdat de belanghebbenden voordeel zouden trekken uit hun streven, desnoods uit hunne opofferingen.

Wat is in dat opzicht de toestand van Bonsecours?

Péruwelz, de moedergemeente, dankt haren bloei aan hare nijverheid. In

het verslag aan den gemeenteraad, tijdens boven bedoelde beraadslaging, wordt niet zonder billijke voldoening aangemerkt dat « de stad talrijke en » uitgestrekte nijverheidsgestichten telt, als daar zijn : 4 huidevetterijen en » leerlooierijen, 3 wolspinnerijen, 7 schoenenfabrieken, 1 machinefabriek, » 4 steengroeven en 5 marmerwerkplaatsen, vele breiwerkfabrieken, 1 suikerfabriek, 2 fabrieken van cementtegels en ceramiek, 8 brouwerijen, » 2 zeemtouwerijen, 2 boutenfabrieken, enz. Geene enkele van die inrichtingen, waarin duizenden arbeiders werken, staat op Bonsecours. »

Inderdaad, Bonsecours dankt zijne uitbreiding aan andere oorzaken, en juist dat verschil van belangen, veelmeer nog dan de ligging, heeft reeds feitelijk en sedert lang de bevolking van Bonsecours gescheiden van die van Péruwelz, het gebucht een afzonderlijk bestaan verschaft en het eenen welstand geschonken, dien het enkel zichzelf heeft te danken.

Gebouwd op eenen heuvel, in eene verrukkelijke ligging, aan den zoom van groote bosschen, rondom eene eeuwenoude kapel, sedert enkele jaren vervangen door eene overheerlijke basiliek, werd Bonsecours benevens eene vermaarde bedevaartplaats, eene plaats van landelijk verblijf ieder jaar door honderdduizenden reizigers bezocht. Op die hoogte is de lucht bijzonder zuiver : zoo gezond is de plaats, dat zij wordt aanbevolen als verblijf voor zwakke gestellen en dat twee aanzienlijke gestichten van verpleging door middel van water, in België en Frankrijk beroemd, er zijn gevestigd.

Fatsoenlijke hotels werden gebouwd; het verhuren van kamers aan vreemdelingen is er eene nijverheid geworden, en de toevloed van vreemdelingen is thans de voornaamste bron van den plaatselijken handel.

Stellig moet, gezien de toenemende gewoonte van reizen, Bonsecours' faam nog aangroeien, op voorwaarde dat het zich wete in te richten zooals andere uitspanningsoorden.

En steunende op waarnemingen die volstrekt niet te betwisten zijn, moet men bekennen dat er in dit opzicht nog veel te doen overblijft.

Zoo bestaan te Bonsecours — de groote Staatsbaan uitgezonderd — twaalf straten, ter gezamenlijke lengte van 6,885 meter. Daarvan zijn slechts 1,575 meter gekasseid en 2,692 met steenlaag belegd. 2,970 meter straat zijn aardeweg.

Behalve op de Grootte Markt, zijn er nergens voetpaden.

Wij vinden ook stellige inlichtingen in een verslag, op verzoek van den bevoegden minister opgemaakt door eenen ingenieur van Bruggen en Wegen, wegopziener bij het middenbestuur. Na een bezoek aan Bonsecours, den 31st Maart 1904, met eenen afgevaardigde van 't Ministerie van Binnenlandsche Zaken, in bijzijn van burgemeester en schepenen van Péruwelz, alsmede van den voorzitter en ondervoorzitter van het scheidingskomiteit, zegt hij in zijn verslag « dat voor den afloop van 't bovenwater, de straten » te Bonsecours onbetwistbaar te wenschen overlaten : op weinig uitzonderingen na bestaan geene waterleidingen, geene gemetselde goten noch » waterafloopen, kortom niets om het regenwater te laten wegvloeien en de » baan te drogen ». En daar de voornaamste straten schier waterpas liggen,

« loopt het baanwater niet af en blijft het staan op de zijpaden, wat nadeelig is voor de gezondheid en voor een gemakkelijk verkeer ».

Van het drinkbaar water bekent het verslag dat de « voorraad aan drinkbaar water, waarover de ingezetenen beschikken, ontoereikend is voor de behoeften van 1,400 inwoners ».

Het verslag besluit dat het noodig is :

- « a) Door middel van gemetselde riolen en waterleidingen eenen behoorlijken afloop van het bovenwater te verzekeren ;
- » b) Eene waterleiding onder Staatsbaan te leggen ;
- » c) Meer openbare waterputten te maken en de bestaande doelmatig aan te wenden.

» Werden die wenschen verwezenlijkt, het zou voorzien in de *onmiddellijke* behoeften van Bonsecours.

» Doch het spreekt vanzelf dat dit programma, met het oog op de toekomst, werkelijk dient uitgebreid te worden, zoo men toegeeft dat de plaats bestemd is om een aanzienlijk uitspanningsoord te worden, en zoo men haar al de gerieflijkheden wil verschaffen, die vreemdelingen gewoonlijk aantreffen in badplaatsen.

» Van dat standpunt uitgaande, moeten :

- » 1^o De bestaande kasseiwegen worden vernieuwd ;
- » 2^o Een deel der bestaande wegen worden vervangen door kasseiwegen ;
- » 3^o Gekasseide voetpaden worden gelegd ;
- » 4^o Eene waterleiding ingericht ;
- » 5^o Een gansch net van riolen tot stand gebracht.

» Hoeft er gezegd te worden dat die gezamenlijke werken eene zeer aanzienlijke uitgave zouden vergen ? »

Derhalve rijst de vraag op, welke de afgevaardigde opziener niet had op te lossen, doch welke hij evenwel stelt : « Hetzij men dit programma aanneemt of zich houdt aan het veel meer beperkte, waarvan de bestanddeelen hierboven zijn opgegeven, dan blijft er te onderzoeken of het, om het te kunnen verwezenlijken, beter is het gehucht Bonsecours zelfstandig te maken, zooals wordt gevraagd, en het dus over te laten aan zijne eigene geldmiddelen, dan wel alles te laten zooals het is, zoodat, voor de uitvoering van de noodige werken, de geldelijke bijdrage der moedergemeente kan worden gevraagd. »

« Alles te laten zooals het is ? » Maar laat men zodoende den toestand niet voortduren ? Heeft Péruwelz, zooals de voorstanders der afscheiding beweren, zelfs onder de bedreiging met afscheiding zijne plichten verwaarloosd tegenover Bonsecours, om welke redenen zou men denken dat het voortaan anders gesteld zou zijn ? En heeft, zooals het gemeentebestuur beweert, Péruwelz zijne plichten ten volle vervuld, bekent het daardoor niet zijne onmacht om de hervormingen te verwezenlijken die van nu af dringend noodig worden geoordeeld, en om het programma voor de toekomst te verwezenlijken, waarvan de uitbreiding dezer aantrekkelijke plaats afhangt ?

Dat mag worden gezegd zonder op hoegenaamde wijze de gemeentebesturen te beschuldigen, die elkander sedert lang te Péruwelz opvolgden.

't Is te begrijpen dat eene stad, die moet voorzien in de veelvuldige behoeften der nijverheidstakken, waaraan zij haren bloei heeft te danken, en in de nieuwe behoeften die het gevolg van dezen bloei zijn, eerst en vooral daaraan denkt en in die richting werken uitvoert, welke het meerendeel der gemeentelijke geldmiddelen opslorpen. Doch moet men daarom de uitbreiding belemmeren van eene plaats die een gansch anderleven leidt, die gansch andere middelen van bestaan heeft en aan de moedergemeente slechts is verbonden door eenen eenvoudigen administratieven band, en moet men haar de toekomst ontzeggen, welke een bijzondere toestand voor haar schijnt te hebben weggelegd!

Niettemin dient de vraag gesteld, of Bonsecours, dat verklaart bereid te zijn de noodige opofferingen te doen, bij machte zal wezen in de toekomstige behoeften te voorzien.

Men dient in aanmerking te nemen dat hier niet voorhanden zijn de gewone voorwaarden, waarin doorgaans vragen tot oprichting van gemeenten worden gedaan.

't Geldt minder de verbrokkeling eener gemeente te bewerken dan in rechte eene scheiding te bekrachtigen, die sedert vele jaren feitelijk bestaat.

Péruwelz ligt in de vlakte en Bonsecours op eenen berg, en wat in het bovengedeelte geschiedde, liet meermaals de inwoners van het benedengedeelte onverschillig. Zoo werden van lieverlede de belangen gescheiden en die verscheidenheid verwekte afzonderlijke betrekkingen, die aan iedere groep een eigen leven verschaften, ontstaan uit gelijkaardige behoeften en begrippen.

In dien zin bewees Bonsecours reeds wat is te verwachten van den verstandigen en taaien ondernemingsgeest zijner ingezetenen.

Reeds langer dan eene eeuw — sedert 1803 is Bonsecours eene parochie — zorgden zij voor hunne godsdienstige behoeften; tot in den jongsten tijd hadden zij een afzonderlijk kerkhof.

Toen zij later gewaar werden dat zij enkel op zichzelf hadden te rekenen voor het onderwijs der kinderen en het onmogelijk was al de schoolkinderen viermaal per dag van Bonsecours naar Péruwelz of naar Blaton te zenden, bouwden de ingezetenen van het gehucht hunne eigene scholen, onderhielden ze uitsluitend op hunne kosten, zonder hoegenaamde bijdrage der gemeenten.

Later nog werd de aloude kapel te bekrompen voor den toevloed van bedevaartgangers, die zoo ruimschoots bijdragen tot den bloei en het welzijn der plaats.

Nogmaals waren het de inwoners die eene monumentale kerk bouwden, een kunstjuweel, opgericht en van het noodige voorzien door middel van de 200,000 frank, bijeengegaard door hen, zonder hoegenaamde toelage.

En toen naar aanleiding daarvan de Groote Markt doelmatig moest worden ingericht, betaalde de kerkfabriek alleen de 50,000 frank kosten van onteigening en van werken aan wegen.

't Schijnt dus dat Bonsecours, nadat het zijne vrijheid heeft verworven en voortaan verzekerd is de rechtstreeksche voordeelen te genieten van de

opofferingen die het zou doen, als zelfstandige gemeente voortaan nog beter dan vroeger alles zou kunnen verwezenlijken wat voor zijnen bloei onontbeerlijk wordt geacht.

In elk geval staat het van nu af vast dat Bonsecours kan leven: 't is bewezen en officieel erkend dat het genoeg middelen zou bezitten om den geregelde gang der gemeentelijke diensten te verzekeren.

In ontwerpen van begrooting, waarvan de cijfers niet werden betwist, werden reeds in 1893 de ontvangsten gesteld op nagenoeg 18,000 frank, wat een weinig meer is dan het bedrag der uitgaven. Men mag zeggen dat de ontvangsten thans meer zouden bedragen dan 25,000 frank, zoodat er genoeg zou overblijven om ieder jaar onontbeerlijke of wenschelijke werken te verrichten of om ruimschoots de interesten te bestrijden van eene leening die veroorloven zou onmiddellijk een geheel werk uit te voeren.

Anderzijds blijkt uit ambtelijke stukken dat « de begrooting der weldadigheid toereikend zou zijn om op te wegen tegen de kosten die de nieuwe gemeente zich in dat opzicht zou moeten getroosten ».

Eindelijk, aangaande den dienst der rechterlijke politie is niets in te brengen. In zijn verslag van 14^e Januari 1897, verklaart de heer procureur generaal Van Schoor dat « het gehucht Bonsecours, ingericht tot afzonderlijke gemeente, er bijzonder belang bij heeft zijne politie ernstig in te richten. De talrijke bedevaarten naar Bonsecours en het verblijf van vreemdelingen, vooral des zomers, zijn voor die plaats eene bron van inkomsten welke de nieuwe gemeente ongetwijfeld uitbreiden zal, door namelijk op haar grondgebied de handhaving der orde en de persoonlijke veiligheid te verzekeren ».

Deze bedenkingen, welke pleiten voor het oprichten van de gemeente Bonsecours, werden in de bijzondere Commissie bestreden.

Een lid deed opmerken dat, aangenomen dat op zeker oogenblik de grieven van het gehucht tegen de moedergemeente gegrond waren, de ruime voldoening die het sedert 1896 verwierf, allen ernstigen grond ontnam aan de eischen der huidige afscheidingvoorstanders. Dit blijkt uit de verslagen, in 1903 opgesteld door den opziener van wegen en door den anderen afgevaardigde van den gouverneur van Henegouw.

Daarenboven is het te vreezen dat de scheiding schadelijk zal zijn voor Bonsecours. Voortaan zal het godshuis, door milddadige personen voor Péruwelz opgericht, gesloten blijven voor de ingezetenen van Bonsecours, die vreemdelingen worden.

Met de scholen zou het eveneens gesteld zijn: kinderen van Bonsecours zouden niet langer ter middelbare school, ter nijverheids-, ter muziekschool, enz., kunnen gaan.

De vraag om afscheiding gaat in elk geval uit van een verkeerd denkbeeld. In stede van gemeenten te verbrokkelen, moet men trachten ze te vereenigen en aaneen te sluiten. Zodoende kan men gansch hare bedrijvigheid ontwikkelen. Onaanzienlijke gemeenten kunnen onmogelijk den goeden gang en de volkomen uitbreiding der plaatselijke instellingen verzekeren.

Om te antwoorden op eene beweegreden der Memorie van toelichting, dient men op te merken dat zoo het tweezijdig bestuur — Péruwelz en Blaton — noodlottig is voor Bonsecours' belangen, die dualiteit niet langer zal bestaan, vermits, ten gevolge van eene overeenkomst tusschen beide gemeenten, Blaton zich verbindt om, tegen eene som van 50,000, frank de 54 hectaren af te staan die thans Bonsecours-Blaton uitmaken.

Op deze tegenwerpingen antwoordde een lid der Commissie dat, zoo men in beginsel verbrokkeling van groote gemeenten moet vermijden, het daarentegen raadzaam is van dien regel af te wijken, wanneer het niet eene gelijkaardige gemeente geldt, welker ingezetenen dezelfde belangen hebben, maar wel twee bevolkingen, duidelijk verschillend ten gevolge der ligging van haar grondgebied, harer bezigheden en overleveringen, hare levenswijze en hare belangen : dan is van afscheiding alleen vooruitgang, welvaart en bloei te verwachten voor plaatsen, door de natuur in verschillende voorwaarden van ontwikkeling gesteld.

Feitelijk bestaan de aangevoerde grieven : de straten, riolen, de waterdienst verkeerren in den vroegeren toestand; en er wordt tegen het ontwerp om een deel des grondgebieds van Blaton af te staan aan Péruwelz, opgekomen door ingezetenen die, zeggen zij, volstrekt niet willen behooren tot de koopers noch tot de verkoopers.

Overigens zou de oprichting van Bonsecours niet noodzakelijk de arme bevolking moeten berooven van de voordeelen der bestaande liefdadige instellingen, want er dient te worden onderzocht of men aan het van Péruwelz afgenomen grondgebied het voordeel kan ontzeggen van liefdadige instellingen, opgericht voor het grondgebied zooals het bestond toen de schenking werd bewerkstelligd. Ten anderen, van nu af kondigen de stellers der verzoekschriften aan, dat edelmoedige personen geneigd zijn te voorzien in de behoeften der openbare weldadigheid, zooals zij reeds zorgden voor de behoeften van den eeredienst en van het onderwijs.

Door deze redenen overtuigd, acht de bijzondere Commissie dat er eindelijk gevolg moet worden gegeven aan de herhaalde aanvraag der geslachten die elkander sedert 1830 opvolgden op den berg Bonsecours, en, het wetsontwerp goedkeurende, heeft zij, bij meerderheid van 3 stemmen tegen 2, de eer aan de Kamer voor te stellen dit gehucht te veroorloven om, als afzonderlijke gemeente, de 75^e verjaring te vieren... van zijn streven naar gemeentelijke onafhankelijkheid!

De Verslaggever,

LÉON MABILLE.

De Voorzitter.

P. TACK.

